

Le Mans, le 20 février 2015

Nouvelle date

## Communiqué de presse

Dans la foulée des conférences-débats organisées en décembre 2012 avec Gaël Giraud et février 2014 avec Jean-Marc Ferry à la salle de l'Oiselière devant un public de plus de 300 personnes, nous avons le plaisir de vous informer qu'une dizaine d'associations chrétiennes proposent une nouvelle rencontre **le vendredi 6 mars prochain à 19h** à la Salle Le Royal (rencontre initialement programmée le 16 janvier).

Nous invitons cette fois-ci l'économiste Éloi Laurent, auteur du livre au titre un peu iconoclaste :

### **Le bel avenir de l'Etat providence.**

Professeur à Sciences Po et à Stanford, Eloi Laurent démontre que, contrairement à ce qu'affirme la pensée économique dominante, faire refluer l'Etat-providence reviendrait à nous appauvrir considérablement, et avec nous les générations futures.

*« Il nous faut, au siècle du défi écologique, prolonger l'Etat-providence sur la base même de son formidable succès : l'Etat social-écologique doit répondre à la crise de la soutenabilité environnementale, tout comme l'Etat-providence a su relever les défis de la reconstruction sociale dans l'après-Seconde Guerre mondiale. »*

Dans la période de mutation que nous traversons actuellement, il nous est apparu important de proposer aux membres de nos mouvements et aussi à un public plus large cet éclairage qui les aidera à mesurer les défis qui se posent aujourd'hui à nos sociétés.

Nous restons à votre disposition pour vous apporter plus amples informations sur cette conférence qui ne manquera pas d'intéresser un large public et espérons vous retrouver le 6 mars à 19h à la salle Le Royal au Mans.

Documents joints :      Tract / affiche d'invitation  
                                  Présentation d'Eloi Laurent  
                                  Article paru dans Ouest France dimanche le 19 octobre 2014

Contact : Bénédicte Ariaux  
[ccfd72@ccfd-terresolidaire.org](mailto:ccfd72@ccfd-terresolidaire.org)



**Report de la conférence initialement prévue le 16 janvier.**

Dans la continuité des conférences de Gaël Giraud « *la finance au service de l'homme* », en décembre 2012, et de J.Marc Ferry « *Enjeux et perspectives pour l'Europe* », en février 2014, une dizaine d'associations chrétiennes proposent :

## Conférence-débat

avec **Éloi Laurent**

**Vendredi 6 mars à 19 h**

Salle Le Royal, au Mans (409 av Félix-Geneslay)

# Quel avenir pour l'État providence ?



Éloi Laurent, Économiste, professeur à Sciences Po et Stanford, est spécialiste de la « social-écologie » qui vise à penser ensemble la question sociale et les enjeux écologiques.

Avec le soutien du





## Eloi Laurent

Economiste sénior et conseiller scientifique à l'OFCE, centre de recherche en économie de Sciences Po, Éloi Laurent est expert des questions de bien-être et de soutenabilité environnementale.

Eloi Laurent montre au fil de ses articles, rapports et des nombreux ouvrages auxquels il collabore, à quel point **le développement des inégalités** contribue à **polluer la planète et constitue une menace pour la démocratie**.

La focalisation sur des indicateurs économiques éculés, tel le PIB, nourrit en effet la méfiance entre la grande masse des citoyens qui ne voient pas les bénéfices des reprises annoncées et le monde des décideurs économiques et politiques. Il est donc urgent **d'introduire dans le débat public des indicateurs de répartition du revenu et d'inégalités** (notamment territoriales) en complément des indicateurs macroéconomiques dont dispose la représentation nationale, afin que les politiques et les citoyens retrouvent un langage commun.

**L'éradication de la pauvreté** contribuera à la **soutenabilité du développement** à condition qu'elle ne soit pas considérée comme un simple rattrapage sur le mode de l'hyperconsommation mais qu'elle entre dans le cadre d'une redéfinition de la richesse et de ses indicateurs.

Dans son dernier livre, *Le bel avenir de l'État providence* (éd. les liens qui libèrent), paru début 2014, Eloi Laurent aborde la question de la social-écologie à partir d'un autre éclairage : celui de l'État providence, aujourd'hui décrié et pourtant plus nécessaire que jamais pour relever les défis du futur. **L'État providence doit s'adapter** aux nouveaux défis du monde contemporain pour surmonter **le risque environnemental** qui se pose tant au niveau individuel que collectif : les plus fragiles de nos sociétés, mais également de nombreux pays du Sud sont les plus exposés aux pollutions chroniques et aux catastrophes écologiques. Demain, c'est une **protection social-écologique** qui assurera le développement des sociétés !



# « L'État providence a un bel avenir devant lui »

Habitué à travailler sur les liens entre économie et enjeux écologiques, l'économiste Éloi Laurent fait, dans son dernier ouvrage, l'éloge de l'État providence à une époque où celui-ci est critiqué de toutes parts.

## Entretien

### Un plaidoyer pour l'État providence ! Vous êtes sérieux ?

Oui ! Mais il y a dans ce livre un peu de provocation et beaucoup de conviction : tous les ouvrages qui sortent sur l'État providence parlent de la « crise » de l'État providence, de sa « mort » prochaine... Cela devient auto-réalisateur : on finit par croire que c'est une fatalité. Or c'est une idée fausse. L'État providence a, au contraire, un bel avenir devant lui.

### Pourquoi ?

C'est l'institution la plus efficace jamais créée dans l'histoire de l'humanité ! D'abord, l'État providence est économiquement efficace, contrairement à tout ce que l'on raconte. Quand vous mutualiser des risques sociaux, vous en réduisez le coût. C'est une extraordinaire machine à produire du dynamisme économique mais surtout du développement humain : revenu, éducation, santé. Un exemple : le XX<sup>e</sup> siècle, qui est le siècle de l'État providence, est celui où l'espérance de vie a progressé de trente-cinq ans, alors qu'elle n'avait progressé que de sept ans au cours des dix-neuf siècles précédents ! Même progression spectaculaire pour l'éducation !

### Économiquement efficace et, dites-vous, socialement juste ?

L'État providence permet en effet de réduire les inégalités. Voyez les États-Unis : le système de santé y est rongé par des logiques privées. Un nombre invraisemblable de gens sont sans couverture santé et l'espérance de vie est très faible comparée à leur niveau de vie. En plus, leur système est coûteux : il absorbe 18 % de la richesse du pays. Chez nous, c'est 11 %. Ce que l'on voit, là-bas, c'est le coût du « non-État providence » ! États-Unis, Chine, Rwanda, Vietnam : le monde entier converge vers l'État providence. Et nous en Europe, nous voulons prendre le chemin inverse ! Alors que l'État providence a fait ses preuves et que la crise écologique est déjà là...

### Quel rapport avec l'État providence ?

Le défi écologique est la question centrale du XXI<sup>e</sup> siècle. Le risque social (maladie, vieillesse, etc.) devient, avec les menaces environnementales, un risque que j'appelle « social-écologique » : il va falloir intégrer ce risque au périmètre de l'État providence. En 2014, l'Ouest de la France, balayé par des tempêtes à répétition, est définitivement entré dans l'ère du dérèglement climatique. La canicule de 2003 en France (plus de 14 000 morts) va devenir un phénomène « normal » d'ici à trente ans. Faut-il laisser les collectivités et les individus face à son impact social ravageur ? Ou construire de nouvelles protections collectives pour que ces risques soient mutualisés, réduits et deviennent des questions sociales à part entière ?



Éloi Laurent : « Le système social français n'est pas à bout de souffle. »

### L'écologie, dites-vous, ce n'est pas sauver la planète, c'est se préoccuper de la santé de ses enfants ?

Oui, l'écologie est trop souvent un discours moral qui accuse les humains de produire des catastrophes inévitables. Il faut sortir de cette posture moralisatrice et, en même temps, refuser l'indifférence coupable à l'égard des crises écologiques qui s'accroissent. Il faut donc réconcilier la question sociale et le défi écologique et passer d'une écologie qui accuse à une écologie qui protège.

### Mais comment financer un système que l'on dit à bout de souffle ?

Le système social français n'est pas à bout de souffle : c'est une grande mystification que l'on répète partout mais qui n'a aucun fondement. On laisse notamment entendre que l'État providence est responsable de la crise actuelle et que c'est en le défaisant que l'on va s'en sortir. En réalité, c'est la finance débridée et la politique européenne d'austérité qui sont responsables de nos difficultés actuelles. À l'inverse, l'État providence

a amorti quantité de crises depuis un demi-siècle, notamment grâce à l'assurance-chômage.

### L'État providence n'a rien à voir avec la situation des finances de l'État ?

En quoi la protection sociale est-elle responsable du chômage de masse et du soi-disant déclin français ? Ce modèle social existait avant la crise de 2008, les comptes sociaux n'étaient alors que très légèrement déficitaires et le taux de chômage était à 7 %.

### Si elle ne repose pas sur une réalité économique, d'où vient cette remise en cause de l'État providence ?

D'une double erreur analytique et idéologique. L'erreur d'analyse consiste à se braquer sur la règle du déficit public. Une politique publique n'a pas pour objectif final la réduction du déficit. L'objectif, c'est l'emploi, la santé, l'éducation, bref le développement humain. La vraie question, c'est : « Comment vont les gens ? », pas « Comment va le déficit ? ». Mais en toile de fond, il y a tout un discours moralisateur.

### Lequel ?

On laisse entendre que l'État providence rend les gens paresseux, anéantit l'esprit d'initiative et d'entreprise etc. C'est tout l'inverse. J.K. Rowling, l'auteur d'*Harry Potter*, a dit : « J'ai une dette à l'égard de l'État providence ». Avant d'être l'auteur multimilliardaire qu'elle est devenue, elle était mère célibataire dans la pauvreté. Ce qui lui a permis de survivre et d'inventer ce monde merveilleux d'*Harry Potter*, ce sont les subsides que lui a versés, un temps, l'État providence britannique. Voyez les pays nordiques : ils sont les pays les plus égalitaires au monde et les plus dynamiques d'un point de vue économique.

### Et l'assurance-chômage, qui fait débat ?

En stigmatisant les chômeurs indemnisés ou en prétendant faire la chasse aux « fraudeurs », on se trompe de combat. La fraude en France est très faible, bien plus faible que le non-recours aux prestations sociales. On ferait mieux de se concentrer sur le coût moral et social du chômage... pour les chômeurs ! Réduire l'assurance-chômage parce que l'on est incapable de réduire le chômage, c'est condamner les chômeurs à la double peine.

Recueilli par  
Carine JANIN.

## Repères

■ Économiste senior à l'Office français des conjonctures économiques, Éloi Laurent a développé, au fil de différents articles et ouvrages, la « social-écologie », qui vise à penser ensemble la question sociale et les enjeux écologiques. Il enseigne à Sciences Po et à l'université de Stanford aux États-Unis.

■ Il a publié *La Nouvelle écologie politique*, avec Jean-Paul Fitoussi ; *Économie de la confiance* et *Le bel avenir de l'État providence*, Les liens qui libèrent, 155 pages, 15,50 €.



L'État providence est, à mes yeux, le triomphe de la politique ! Il a permis à nos sociétés de faire de grands bonds en avant. Après

la Seconde Guerre mondiale, au Royaume-Uni, les socialistes ont créé la Sécurité sociale ; l'éducation pour tous, filles et garçons ; l'assurance chômage, etc. Ces progrès sont trop précieux pour que la crise parvienne à les mettre à mal. Au contraire, sans État providence, la crise serait plus violente encore. L'économie a aussi besoin de la consommation des plus démunis pour fonctionner.

Ken Follett